

Questions Orales

Le ministre peut-il dire à la Chambre si le processus a permis au Trésor public d'économiser des fonds, de même que susciter une injection de capitaux du secteur privé, et envisage-t-il des bénéfices comparables pour la Phase III dudit programme?

L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, comme vous le savez tous, la Chambre sera heureuse d'apprendre d'abord l'engagement de ce gouvernement de voir à ce que le secteur privé fasse des investissements importants.

A cette décision que notre gouvernement a prise de se débarrasser des édifices excédentaires, la réponse à la question de l'honorable député est celle-ci: 250 propriétés ont été vendues jusqu'à ce jour; des recettes de 60 millions de dollars iront au Trésor public; la population économisera près de 4 millions de dollars en taxes et services payés pour les édifices vacants; et finalement, ce qui est le plus intéressant, c'est que le secteur privé, selon nos informations, pourrait investir au-delà d'un milliard de dollars, ce que nous appelons, monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, avoir le sens des affaires!

* * *

[Traduction]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LA CRÉATION D'EMPLOI AU CAP-BRETON

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Le 30 mai, le ministre a déclaré, au cours d'une conférence de presse au Cap-Breton, que le gouvernement avait créé 844 emplois dans cette région depuis l'entrée en vigueur des nouveaux stimulants fiscaux. Nombre de chômeurs du Cap-Breton aimeraient bien savoir où se trouvent exactement ces fameux emplois. Le ministre déposera-t-il aujourd'hui la répartition de ces emplois par secteur?

● (1450)

L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je serais heureux de le faire. Ma collègue m'a rappelé également que les programmes de travail qu'elle parraine ont assuré 1,372 emplois de plus au Cap-Breton.

M. Gauthier: Déposez ces documents également.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a créé moins d'emplois cette année que l'an dernier. Le gouvernement est tellement occupé à se congratuler qu'il ne s'aperçoit pas que nous perdons des emplois tous les jours. Si le programme d'emploi du ministre est tellement efficace, pourrait-il

nous dire pourquoi il y a aujourd'hui moins de travail au Cap-Breton que l'an dernier?

L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je réfute entièrement les prémisses de cette question. Je peux assurer que les projets de travail et les participants qui adhèrent à la Planification de l'emploi sont plus nombreux que jamais et que cette politique va créer encore plus d'emplois à l'avenir. Ce seront des emplois durables et non pas des feux de paille comme ceux du député lorsque son parti était au pouvoir.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE À NEW YORK

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et a trait aux pérégrinations du premier ministre qui a effectué trois voyages au coût de près d'un million de dollars. Je m'intéresse en particulier au séjour à New York qui a coûté \$62,000. Le premier ministre a retenu une chambre à \$1,200 la nuit et Fred Doucet, son adjoint . . .

M. le Président: Le député a-t-il une question?

M. Benjamin: Ce n'était pas au YMCA.

M. Axworthy: C'aurait pu être le YW.

M. Rodriguez: Le vice-premier ministre trouve-t-il que c'est là l'exemple que le chef du pays devrait donner en parlant d'austérité? Est-ce cela qu'il appelle donner l'exemple, ou fait-il comme le prédicateur qui dit: «Faites ce que je dis, non ce que je fais»?

M. Hnatyshyn: Citez des noms.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le collègue du député qui a posé la question a illustré le caractère ridicule de ce genre de chasse aux manchettes à la Chambre des communes. Il a laissé entendre qu'en allant représenter le pays aux séances du quarantième anniversaire des Nations Unies, le premier ministre du Canada aurait dû descendre au YMCA.

M. Benjamin: Pourquoi pas?

M. Clark (Yellowhead): Pourquoi pas? Je croyais que c'était une blague. Ce n'est manifestement pas le cas. Il s'agit évidemment là de la position du Nouveau parti démocratique. Notre pays occupe à notre avis une place importante dans le monde et tient son rang avec fierté dans les assemblées internationales. C'est ainsi que nous devons agir, et c'est ce que nous faisons.

Des voix: Bravo!

M. Blackburn (Brant): Nous savons maintenant pourquoi les dirigeants de la *Iron Ore* se frottent les mains de satisfaction.